

On est tous des ultra-marins...

La crise guadeloupéenne qui s'est propagée à la Martinique et semble aussi le faire à la Réunion est-elle une crise identitaire ou une crise socio-économique ? En d'autres termes, les dom-tomiens ou les ultra-marins de la République revendiquent-ils des faveurs au nom d'un peuple différent ou de difficultés socio-économiques communes à nous tous ?

Cette question du diagnostic est cruciale car la solution apportée en dépendra naturellement. A ce propos, il ne faut pas être naïf : il est évident que derrière le psychodrame désormais (temporairement ?) clos à la Guadeloupe, il y avait des enjeux politiques : affirmation croissante d'un peuple distinct et positionnement stratégique du LKP sur l'échiquier local par la manipulation d'un sujet sensible. Il est certain que cette crise avait une composante identitaire mais tout n'est pas que construction et stratégie politiques. Après tout, un peuple guadeloupéen existe peut-être et pourquoi s'en offusquer ? Dans la réalité mondialisée que l'on nous vante tant, l'heure est au multiculturalisme. Donc le schéma révolutionnaire « Une République, une nation, un peuple » est sans doute largement dépassé. Peut-être faudrait-il évoluer vers une République pluri-culturelle, intégrant plusieurs peuples jouissant comme c'est d'ailleurs de plus en plus le cas de statuts politico-administratifs distincts. On pourrait aussi imaginer l'indépendance, possible pour certains.

Mais faisons comme si cette question était hors sujet et revenons à l'aspect socio-économique de la crise qui a éclaté au cœur de l'hiver en Guadeloupe. Car ce qui m'a frappée, ce n'était pas tant les différences entre les iliens et les « français » ou les « métropolitains » que les similitudes dans nos demandes au gouvernement. Qu'il soit de gauche ou de droite, celui-ci n'a jamais rien fait de déterminant pour contrer les méfaits de la mondialisation économique. Le clivage entre la gauche et la droite serait plus au niveau de la croyance dans les vertus d'un libéralisme échevelé et dans la mise en place de politiques franchement libérales : les uns subissent et hésitent quand les autres foncent tête bien baissée. Et ça craque. Comme en Guadeloupe. A ce propos, je me remémore une vague citation de Jean-Luc Godard par un de mes vieux professeurs de science politique désormais décédé -Bruno Etienne- ; il faudrait que je retrouve, mais elle disait à peu près ceci : « La centralité vient des marges ». Cela voulait dire que des groupes marginaux peuvent quand même poser de bonnes questions, c'est-à-dire des questions ne les concernant pas seulement eux. Et si les Guadeloupéens avaient tiré la sonnette d'alarme ? Et si nous arrêtons de tomber dans le panneau identitaire qu'on nous tend et qui nous divise ? Et si nous acceptons de voir que nous partageons les mêmes critiques face à la dépossession de terres nourricières et au développement de l'hyperconsommation ? Et si nous voyons la réalité en face : nous sommes devenus un seul et même peuple, composés d'individus dépendants et souvent frustrés de ne pas pouvoir consommer davantage ? Et si nous étions tous fondamentalement victimes d'un

système prédateur de tout qui est, avant toute option idéologique, un réalité historique : le capitalisme ? Celui-ci a toujours eu besoin d'un centre dominant et de périphéries dominées pour perdurer : périphéries sociales à travers les figures de l'exode rural, du prolétariat, des banlieues et des ghettos ; périphéries géographiques avec les colonies puis le système boiteux actuel. Pourquoi boiteux ? Car les ultra-marins ont raison : à quoi sert plus d'autonomie administrative s'ils ne sont pas aux manettes politiques et si l'impact social, désastreux, ne peut pas être maîtrisé ? Après, on s'étonne que ça explose, que la crise soit lamentablement gérée par les autorités et que l'on essaie d'en sortir en lâchant une fois de plus du lest à des dom-tomiens présentés comme capricieux « par nature ».

Remettons l'argument identitaire à sa place, bien en marge, et recentrons le débat afin de lutter ensemble contre le capitalisme actuel, véritable nœud du problème. Ce n'est pas parce que la question de l'autonomie alimentaire a bruyamment été posée par les « paillettes de la République » qu'elle est marginale. Au contraire : leur réalité insulaire fait effet de miroir grossissant et devrait nous persuader d'ouvrir enfin les yeux. Le présent système économique nous aliène tout simplement ; il nous met hors de nous, de nos enjeux et de nos richesses. A nous de nous réapproprier les terres, les savoir-faire pour nous assumer un minimum. Idem pour l'indépendance énergétique, source d'emplois au passage. Alors oui, nous sommes tous des ultra-marins, expulsés de nous-mêmes par un système économique bien étrange et étranger à toute humanité. Camus n'est pas mort.

© Yolaine de LocoBio, 14 mars 2009